



Plan d'urgence

1. L'abolition des 'mémoires', de toutes les mesures d'austérité et des contre-réformes du travail qui sont en train de détruire le pays.
2. La nationalisation des banques qui ont été largement payées par les aides publiques.
3. Le moratoire du paiement de la dette et un audit qui permettra de dénoncer et d'abolir la dette illégitime.
4. L'abolition de l'immunité des ministres.
5. La modification de la loi électorale qui a permis au PASOK et à Nea Demokratia [ND] de gouverner au détriment de la population grecque et de faire sombrer le pays dans la crise.

Manifeste sur les politiques sociales et économiques

1. ANNULATION DES MÉMORANDUMS

Comme première mesure de sa gouvernance du pays, SYRIZA procédera à une annulation immédiate des mémorandums et plus particulièrement du 2ème mémorandum, qui a été créé en collaboration avec la troïka [UE, BCE, le FMI] et que le gouvernement de Papademos -soutenu principalement par le PASOK et la Nouvelle Démocratie- a commencé à appliquer.

Au lieu de cela, SYRIZA soumettra une législation au Parlement d'un plan national pour le développement économique et social, la reconstruction de la production, la redistribution équitable des revenus et l'assainissement équitable des finances publiques.

Les mémorandums, et en particulier le 2ème, ont été sanctionnés par la loi par le biais de procédures accélérées et sont en violation du règlement parlementaire et de la Constitution. À l'époque, SYRIZA avait condamné le vote des mémorandums au parlement, nous avons présenté une exception d'inconstitutionnalité pertinente au cours des procédures de vote d'approbation, que nous avons défini comme un coup d'État parlementaire et nous avons précisé que nous souhaitons en annuler les lois.

2. ANNULATION DES LOIS MISES EN PLACE

L'annulation immédiate des mémorandums et des lois qui les établissent sera suivie par l'annulation du programme à «mi-parcours» et des lois issues des mémorandums, à

commencer par ces lois qui réduisent les salaires, les pensions et les dépenses sociales, qui détruisent les conventions collectives, limitent les libertés syndicales et dissolvent les relations de travail. Ainsi, les conséquences des politiques anti-populaires seront progressivement reconstituées tandis que des mesures visant à des mesures profondément progressistes seront simultanément prises.

3. CONDAMNATION DES ACCORDS DE PRÊT

SYRIZA entend annuler les accords de prêt, afin de remplacer leurs conditions onéreuses et de renégocier le processus d'annulation de la plus grande partie de la dette publique totale, pour que le reste soit remboursable, selon les termes et les conditions qui ne mettront pas en doute la souveraineté nationale et la viabilité économique de notre pays.

La priorité donnée au remboursement des prêts par rapport aux besoins internes et en faveur de la révocation de l'immunité des biens d'Etat en raison de la souveraineté nationale ne peuvent en aucun cas être acceptés. Nous avons fait valoir cela et démontré de façon fiable lorsque ces [la négociation collective] clauses ont été portées au vote.

La manière, le calendrier, ainsi que tout l'aspect politique et juridique de cette condamnation et la renégociation des accords de prêt seront décidés et mis en œuvre par un gouvernement de gauche en fonction de sa capacité et des circonstances particulières.

Le financement de la troïka, qui est subordonnée aux accords de prêt ci-dessus est dirigé, presque exclusivement, à la restitution des taux d'intérêt et des dettes et n'a aucun lien direct avec la mise en œuvre des dépenses et du budget.

4. EFFACEMENT DE LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA DETTE

Dans le même temps, grâce à la fin de l'accord de prêt, SYRIZA réclamera une négociation complète de la dette à un niveau européen et dans tous les cas au niveau national depuis, en particulier en ce qui concerne la dette de l'Etat grec, que'il est montré que ce n'est pas seulement injuste, mais profondément partial et irréalisable.

L'objectif de la négociation sera l'éradication de la plus grande partie de celle-ci et le remboursement du reste liée à la croissance avec de nouvelles conditions favorables. Dans ce contexte, nous allons profiter du processus de vérification de la gestion internationale de la dette. La non-viabilité de la dette grecque et des dettes des autres pays européens est incontestable.

L'objectif d'un gouvernement de gauche sera, grâce à des alliances appropriées et en particulier avec les gouvernements du Sud, de réaliser une conférence européenne et internationale sur la dette publique, qui doit être organisée de manière à offrir une solution commune et viable à un problème Européen, dans le but d'organiser un effacement des dettes publiques sans désintégration sociale.

Le résultat d'un tel accord pourrait être un moratoire au remboursement de la dette avec [le remboursement] un équilibre lié à la croissance et à l'emploi, sur le modèle des décisions prises pour l'Allemagne en 1953. Notre objectif est de communiquer et de parvenir à une solution juste et viable pour tous les peuples de l'Europe. Les actions unilatérales, par exemple une sécession des paiements, seront prises si nous sommes forcés de les prendre en vue de défendre le droit de notre peuple à la survie.

5. NATIONALISATION DES BANQUES

SYRIZA ne s'oppose pas au programme de recapitalisation des banques, même si cela est bien différent de leur nationalisation.

Il est bien connu que la recapitalisation s'inscrit dans le cadre du programme PSI. SYRIZA n'avait pas accepté ce programme d'échange d'obligations (décote) et l'avait indiquée insuffisante, tandis que ce programme était aussi une prédation vers les fonds de sécurité, les entités juridiques de droit public (hôpitaux, universités, etc) ainsi que vers les personnes physiques.

Néanmoins, ce programme ne peut être interrompu au cours de cette phase de recapitalisation des banques sans un effondrement bancaire. SYRIZA n'est pas, par conséquent, en opposition à la recapitalisation des banques en conformité avec l'accord de prêt spécifique qui prend en charge cette recapitalisation. La seule différence étant que cela doit se faire avec les actions ordinaires, après un vote (et non sans un vote tel que décidé par le PASOK et la ND dans le cadre de leur gouvernement de coalition sous L. Papademos).

La recapitalisation des banques par actions ordinaires, après un vote, se traduira par retour sous la propriété de l'État national. Cette nationalisation des banques est particulièrement nécessaire et absolument nécessaire dans un gouvernement de gauche.

Un gouvernement de gauche ne fera pas seulement que nationaliser les banques, mais les socialisera, ce qui signifie qu'elles seront sous contrôle du social et de l'Etat, afin qu'elles soient utilisées pour la mise en œuvre d'un nouveau développement, un crédit productif et social et une politique des finances destinée à couvrir les besoins sociaux.

6. CONTRÔLE PAR L'ÉTAT DES ENTREPRISES STRATÉGIQUES

Une direction stratégique fondamentale du SYRIZA sera le contrôle de l'Etat des secteurs stratégiques de l'économie (par exemple l'énergie, les télécommunications, les chemins de fer, ports, aéroports, etc). Dans ce contexte, les entreprises stratégiques seront progressivement passées sous contrôle de l'Etat, que ce soient celles qui sont dans le processus de privatisation ou celles déjà privatisées (DEH, OTE, OSE, ELTA, EYDAP, transports publics, etc)

Le calendrier, la manière, la vitesse et les moyens par lesquels le programme stratégique fondamental et non négociable se concrétisera, sera précisément déterminé par le gouvernement de la gauche sur la base des circonstances spécifiques, des capacités et des problèmes auquel il devra faire face.

Dans tous les cas, les privatisations prévues par le Fonds de développement des actifs de la République hellénique seront immédiatement suspendus.

7. REDISTRIBUTION RADICALE DE LA RICHESSE

Une politique fondamentale et immédiate de SYRIZA sera la redistribution radicale des richesses à travers laquelle, entre autres choses, nous allons tenter d'appliquer une nouvelle stratégie de justice sociale, de croissance et de reconstruction productive.

L'outil de base pour une telle redistribution radicale des richesses sera un nouveau système de taxation juste et fonctionnel, simple, qui, entre autres choses, facilitera la lutte graduelle et efficace contre la fraude fiscale et l'économie souterraine, simultanément à une réorganisation des mécanismes de taxation.

Les membres de SYRIZA ne doivent pas exprimer à travers les médias leurs propositions personnelles en matière de fiscalité, aussi justes ou correctes qu'elles puissent paraître au premier coup d'œil, tant les questions de fiscalité sont très complexes et nécessitent des connaissances particulières. Nous allons bientôt présenter un programme compréhensible de 4 ou 5 mesures de redistribution des richesses.

8. PRELEVEMENTS D'URGENCE, SALAIRES, RELATIONS DE TRAVAIL

Dans le cadre d'une redistribution équitable de la richesse nationale ainsi que du soutien des salaires et des relations de travail, le SYRIZA a volenté :

a) Comme promis, procéder à une annulation de tous les prélèvements d'urgence, avec leur annulation immédiate pour les revenus faibles et moyens et avant tout pour les chômeurs, les travailleurs à faible revenu et les retraités à faible revenu et tous ceux vivant sous le seuil de pauvreté.

b) Entreprendre immédiatement de rétablir le salaire minimum, les allocations de chômage et les pensions minimales et annuler immédiatement l'abolition de la négociation collective et rétablir et restaurer l'institution d'arbitrage.

Notre objectif est de redistribuer les revenus de bas en haut par l'annulation immédiate des coupes horizontales et des mesures d'austérité qui aggravent la récession. SYRIZA favorisera ainsi l'augmentation progressive des salaires et des pensions, d'abord pour celles du bas, simultanément avec la croissance et la reconstruction de l'économie grecque dans le but d'établir des salaires et des pensions pour un niveau de vie humain et digne.

9. EXTORSIONS

La possibilité de sortie d'un pays de l'euro est utilisée comme chantage dans la perspective de ces élections. Pour nous cette possibilité ne peut pas être le choix de nos partenaires, à moins qu'ils n'aient décidé de la destruction de l'euro et du démantèlement de la zone euro. Dans un tel cas, cependant, nous allons être confrontés à une évolution à travers le monde auquel seul un gouvernement de la gauche axé sur la priorité de protéger les faibles et avoir un plan qui mettra la cohésion sociale comme priorité pourrait faire face suffisamment et efficacement.

Des parties des notes des mémorandums ont largement utilisé cette fausse dichotomie pour faire du chantage au vote au peuple grec, dans le même temps que les analystes internationaux confirment que le coût d'un effondrement de zone euro serait énorme. Si un pays quitte la monnaie commune, les marchés vont anticiper la sortie du pays suivant créant ainsi un effet domino.

Aucune autorité politique ne veut cela et il est dans l'intérêt de tous les peuples de chercher une solution européenne commune, qui permettra d'éviter la poursuite de la catastrophe en Grèce et le début de la catastrophe dans d'autres pays européens. La perspective d'un effondrement de la zone euro devient cependant de plus en plus probable si les politiques des mémorandums continuent.

L'Europe des mémorandums est vouée à l'échec. SYRIZA répondra, chaque fois que la question est posée sur l'annulation du mémorandum qui pourrait interrompre le financement du pays et le mettrait sur la voie de la sortie de la zone euro, que la sortie de la zone euro n'est pas notre objectif.

Au contraire, il deviendra inévitable si les mémorandums se poursuivent.

Dans tous les cas, nous ne céderons pas au chantage dominant qui viole notre programme anti-mémorandum, progressif et de croissance, sans lequel la destruction du pays, à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone euro, pourrait être fatale et totale.

Par conséquent, le chemin que nous proposons ne sera pas parsemé de pétales de rose, il peut y avoir des difficultés mais il y a une route qui mènera le pays dans la perspective d'une sortie de la crise avec justice, démocratie et dignité.